

LA VERTU DES ÉCHANGES LIBRES...

Il faut parler encore du problème des échanges internationaux. C'est un domaine où il est le plus facile de bourrer le crâne des hommes de bonne volonté. Les gros malins qui dirigent l'économie et par là toute la politique des nations le savent bien. Le grand malheur, c'est que le monde ouvrier organisé ou non s'y laisse prendre, soit par ignorance, soit par le biais d'une fausse compréhension de la solidarité politique ou syndicale. Rien n'est plus facile à faire croire à l'homme de la rue, à l'ouvrier, au commerçant, au petit patron, qu'il soit de droite ou de gauche, qu'il professe la religion catholique ou communiste, que son intérêt comme Français, et bien entendu comme Belge, Italien ou Allemand, etc..., est de produire chez lui, sur son sol ou dans ses fabriques tout ce qui est nécessaire à sa consommation. Il paraît que c'est là une des conditions essentielles de l'indépendance des peuples. Cette conception de l'indépendance individuelle, nationale ou collective est antisociale au plus haut degré, et témoigne chez ceux qui la prônent une méconnaissance totale du fonctionnement de l'économie dans nos sociétés. C'est facile à démontrer.

Regardons ce qui se passe autour de nous, dans notre intérieur, dans notre village, dans notre ville, dans notre région. Chez vous, dans votre maison, vous exécutez les actes de votre vie quotidienne, mais seulement ceux qui sont faciles: par exemple, votre ménagère prépare les repas, repasse, raccommode, etc..., vous-même, vous jardinez, vous bouchez un trou dans un mur, vous remettez en place une tuile du toit de votre maison, etc..., mais dès qu'il s'agit d'un gros travail qui exige de gros frais, et beaucoup de temps, vous faites appel à un homme de métier. Eh bien! dites-moi, vous sentez-vous moins indépendant, moins libre, parce que pour une part de votre vie quotidienne, vous dépendez plus ou moins de votre prochain? Vous avez besoin des autres, mais les autres ont aussi besoin de vous. En quoi l'indépendance de chacun est-elle menacée?

Dans notre village, dans notre région, n'est-ce pas la même chose! Les paysans préfèrent aller au marché ou en ville et acheter quantité de choses qu'il pourraient fabriquer eux-mêmes, parce qu'ils calculent que pour eux, il est plus économique de se les procurer avec l'argent de la vente de leurs produits. Les gens des villes et des bourgs raisonnent et agissent de même en sens inverse. Il en est ainsi dans le monde entier pour toutes les régions et toute mesure est néfaste qui serait prise contre ce mode de fonctionnement de l'économie, contre cette liberté fondamentale de produire et d'échanger.

Alors, pourquoi n'en serait-il pas de même dans les rapports économiques de nation à nation. Quel intérêt a une nation à produire des choses qu'elle peut se procurer à meilleur marché chez sa voisine. Le grand quotidien de la région lyonnaise, le *«Progrès de Lyon»* du 30 août 1960, faisait connaître à ses lecteurs qu'un cultivateur du Rhône avait réussi pour la première fois dans les annales agricoles une récolte de blé dur. De là à conclure que les essais doivent être encouragés, il n'y a qu'un pas. D'autant plus que l'expérimentateur et les protagonistes de l'essai mettent en jeu l'argument bien connu de la balance commerciale. Chacun sait que le blé dur nécessaire à la fabrication des pâtes alimentaires vient mal sous notre climat et que nous l'achetons aux USA, au Canada et même aux Russes. Dans le cas où on le produirait chez nous, cela dit-on, améliorerait notre balance. Cela est entièrement faux. Le seul avantage que nous pourrions tirer de l'expérience serait d'arriver à produire ce blé meilleur marché que partout ailleurs, ce que l'expérience est loin de démontrer: le rendement a été moindre, la production plus coûteuse, la qualité inférieure. L'expérience du riz que l'on cultive dans les Bouches-du-Rhône montre bien le danger des erreurs économiques de ce genre. Le riz français est plus cher qu'ailleurs parce que sa production ne tient que grâce à des subventions et aux taxes fiscales qui frappent les riz étrangers qui rentrent chez nous. *«Acheter français, consommer français»* est un slogan absurde: il signifie à consommation égale, qu'on paye tout simplement plus cher ce qu'on achète et, donc, qu'il faut travailler davantage pour rétablir l'équilibre. Et qui travaille davantage? Je laisse au lecteur le soin de répondre.

On parle souvent d'industries nationales qu'il faut protéger contre la concurrence étrangère. La vérité à ce sujet, c'est que précisément les industries dites nationales sont celles qui ne craignent aucune concurrence et un peuple soucieux de son avenir économique ne doit pas craindre la concurrence étrangère, mais

au contraire doit plutôt donner libre cours à cette concurrence. Mais, objectera-t-on et c'est là le grand argument est-il toujours possible de produire chez soi meilleur marché que chez le voisin de manière à pouvoir compenser les marchandises qu'on est dans la nécessité d'importer, c'est-à-dire d'acheter chez ce voisin? Que faire si, dans la production, l'étranger, les autres, l'emportent dans tous les domaines ? On peut affirmer qu'une réponse valable d'accord avec l'histoire a été donnée à cette objection par les économistes du dernier siècle. Et cette réponse, la voici:

Dans le domaine économique, la supériorité absolue n'est pas un facteur décisif et dans la pratique des échanges, ce n'est pas le coût absolu de production, mais le coût relatif, comparatif qui est déterminant. Ainsi par exemple, il est possible que dans un pays favorisé en tout par la nature, deux unités de fer s'échangent contre une unité de céréales, et que dans un autre pays pauvre en tout, ou comme on dit sous-développé, il faut une unité de céréales pour avoir quatre unités de fer. Le fer est donc meilleur marché dans le pays pauvre que dans le pays riche si on en mesure la valeur en céréales. La conséquence, s'il n'existe pas comme aujourd'hui des dirigistes imbéciles, qui dressent des obstacles à l'importation, le pays favorisé achètera son fer, c'est-à-dire certains produits industriels dans le pays défavorisé et le payera en céréales: il réduira ainsi sa production en fer tandis que l'autre réduira sa production en céréales. Et si l'on veut bien réfléchir à cette solution, on comprendra qu'elle est avantageuse pour les deux peuples puisque la production totale en fer et en céréales augmentera.

Cet exemple n'est qu'un schéma bien sûr, mais quand on sait la grande diversité des prix à travers le monde, il prouve que les peuples qui se croient inférieurs ou sous-développés peuvent arriver par leurs propres moyens au stade de la prospérité et même devenir dans certains secteurs des concurrents redoutables. Tous les échanges, à condition qu'ils soient de part et d'autre librement acceptés peuvent revêtir ce caractère qui va dans le sens de la division du travail, c'est-à-dire de la paix et de la solidarité.

Certes, chez les peuples défavorisés ou en retard, les produits offerts ont souvent demandé plus de travail et dans ce cas les échanges, au sens proudhonien du mot, ne sont pas égaux. C'est la conséquence d'une loi naturelle qui veut que la valeur d'une marchandise se mesure au temps minimum nécessaire à sa création. Au surplus, si ces peuples refusent l'échange, ils se privent sans aucune compensation pour eux d'une situation favorable qu'ils ont sur le marché international où il n'est jamais question d'échanger des heures de travail (une heure = une heure).

En conclusion de cette courte étude, je dirai que c'est là, dans une production et des échanges libres, dans une division du travail internationale la plus poussée que se trouve la solution au problème angoissant de la paix et de la prospérité. Ce n'est pas dans l'interminable bla bla bla des charlatans internationaux de la politique, ni dans les interventions stériles et impuissantes des hommes dits d'État qui opèrent à New-York, Rome ou Moscou.

Jean FONTAINE.
